



## Nouvelles recherches en histoire jurassienne

### **Lettre d'information**

Numéro 45 • octobre 2012

---

#### **Editorial**

Les articles qui composent ce bulletin sont issus de travaux de master terminés ou de thèses de doctorat actuellement en cours de l'Université de Fribourg.

Les trois premiers articles ont été présentés une première fois en octobre 2012 au Musée jurassien d'art et d'histoire à Delémont. Nous profitons de remercier chaleureusement Nathalie Fleury pour sa collaboration précieuse dans la mise sur pied de cette journée consacrée aux « nouvelles recherches en histoire jurassienne ». Nous remercions et félicitons également les intervenants qui ont su transmettre les résultats de leur recherche.

Les thèmes abordés par les articles recouvrent une période allant de 1892 à 1960 et un espace géographique qui englobe le Jura et le Jura bernois. L'étude du doctorant Patrick Bondallaz nous offre un aperçu des œuvres charitables mises en place à St-Imier durant la Première Guerre mondiale. Quant à Lorenzo Planzi, également doctorant, il aborde l'évolution du clergé jurassien durant les Trente Glorieuses. Deux comptes-rendus de travaux de master viennent compléter ce panorama des dernières recherches sur l'histoire jurassienne : Grégoire Simon-Vermot présente l'évolution de l'offre de cours à l'Ecole d'horlogerie de Saint-Imier, et Amalia Mahon analyse les journaux intimes écrits par l'abbé Daucourt durant la Première Guerre mondiale.

Ces divers articles contribuent à écrire l'histoire jurassienne et témoignent de l'intérêt que suscite cette dernière dans le milieu académique.

Caroline RUSTERHOLZ

## ***Le Jura bernois, reflet de la mobilisation humanitaire de St-Imier en faveur des victimes de guerre.***

*L'étude suivante est tirée d'une présentation faite lors d'un colloque d'histoire intitulé « Des deux côtés de la frontière : le Jura bernois, les régions françaises et alsaciennes avoisinantes pendant la Première Guerre mondiale », qui s'est tenu à Lucelle le 22 octobre 2011.*

Le 1<sup>er</sup> août 1914, le Conseil fédéral ordonne la mobilisation générale de l'armée. L'Europe s'embrase. Les troupes suisses s'en vont assurer la couverture des frontières. Il s'en suit dans la presse helvétique quatre longues années d'actualité émaillées par les incidents aux frontières, les débats autour du principe de neutralité, les dissensions entre romands et alémaniques, la perte de souveraineté économique, les ravages de la grippe espagnole et les crises politiques internes. Or, les journaux de l'époque ont aussi véhiculé les témoignages de charité, de compassion et de solidarité internationale dont a fait preuve la population suisse avec les victimes de guerre. C'est précisément sur ce sujet que se penche notre recherche.

Au milieu des carnages et des déchaînements de haines nationalistes, émerge en Suisse un faisceau d'initiatives de charité que l'on peut qualifier de « culture de paix »<sup>1</sup>. Face à l'urgence de la situation, le CICR prend les devants et s'organise de façon à répondre aux nouveaux défis humanitaires. Le comité de Genève agit surtout comme une formidable caisse de résonance pour stimuler les initiatives humanitaires privées au sein de la population helvétique. Très vite, les œuvres de secours suisses en faveur des victimes de guerre se multiplient et témoignent de la sensibilité des citoyens aux tumultes internationaux. Plus encore, elles reflètent le sentiment d'une population suisse désireuse d'agir, d'accomplir un devoir national d'humanité, de donner un sens à la neutralité de leur pays. Au cœur des plis jurassiens, St-Imier n'échappe pas à cette effervescence humanitaire. Contrairement aux principales villes suisses – et en cela réside la spécificité de cette recherche – le domaine de la philanthropie n'est pas la chasse gardée d'une classe bourgeoise dirigeante. Dans cette cité ouvrière en plein essor, elle est avant tout l'affaire des élites locales (instituteurs, pasteurs, curés, syndic) et des nom-

---

<sup>1</sup> Terme utilisé en opposition à la notion de « culture de guerre » conceptualisée par l'historien français Stéphane Audoin-Rouzeau à partir des années 1990 pour expliquer que le paroxysme de violence atteint lors de la Grande guerre procède d'un phénomène de brutalisation des sociétés d'avant-guerre.

breux citoyens engagés. Cette configuration sociale donne à la mobilisation humanitaire de St-Imier un caractère éminemment sincère et spontané. L'étude de cas suivante se propose donc de jeter un éclairage nouveau sur les œuvres charitables durant la guerre. Il s'agit non seulement de présenter les secours aux victimes de guerre comme un phénomène social, mais aussi – et surtout – de les traiter à l'échelon local. En effet, le champ d'étude se borne à la commune de St-Imier et, par extension, aux villages du vallon environnant. A cet égard, la reconstruction de son tissu humanitaire repose sur l'exploitation d'une seule source historique : *Le Jura bernois*<sup>2</sup>, le quotidien de St-Imier de l'époque. La chronologie des manifestations charitables durant la guerre a ainsi pu être reconstituée grâce à un travail de dépouillement systématique des articles ayant paru entre le 1<sup>er</sup> août 1914 et le 11 novembre 1918. Nous avons ainsi pu mesurer l'évolution des diverses actions philanthropiques entreprises dans la cité horlogère. De plus, cette étude met en lumière la richesse des archives de la presse locale pour le patrimoine historique d'une région. Journal de proximité, *Le Jura bernois* entretient des liens très étroits avec la population du vallon jurassien. Dans la rubrique « chronique locale », la vie culturelle et associative de la cité horlogère y est abondamment commentée.

Venons-en à l'analyse. Le dépouillement systématique de tous les numéros du *Jura bernois* ayant paru pendant la guerre permet de dresser une liste de 251 articles se rapportant à l'aide humanitaire en faveur des belligérants ; le postulat de la recherche étant la corrélation directe entre le développement des activités humanitaires à St-Imier et son écho dans les pages du *Jura bernois*. L'inventaire ainsi constitué ne comprend que les articles figurant sous la rubrique « chronique locale », afin de s'en tenir à une cartographie représentative des initiatives exclusivement régionales. Le tableau ci-dessous nous donne une indication du nombre d'articles traitant des questions humanitaires, recensés par année :

---

<sup>2</sup> Fondé en 1862, il était édité à St-Imier par Ernest Grossniklaus. De 1886 à 1912, le curé libéral Pierre César marque le journal de son empreinte. Dès 1907, le poète et journaliste neuchâtelois Charles Neuhaus est nommé à sa direction. En fusionnant avec *le Progrès* en 1998, *Le Jura bernois* devient le *Progrès & le Jura bernois*. Puis, une seconde fusion avec le *Courrier de la Vallée de Tavannes*, donne naissance au *Progrès-Courrier* dès 2003.

Années	Nombre d'articles
1914	33
1915	46
1916	102
1917	60
1918	10
<b>Total</b>	<b>251</b>

Un double constat s'impose. Le pic observé en 1916 traduit un très vif regain d'intérêt pour les questions liées aux activités humanitaires. Il s'explique par l'arrivée, au mois de mai, des premiers prisonniers de guerre français internés à St-Imier, suscitant une extraordinaire vague de sympathie. A l'inverse, nous sommes frappés de voir le déclin brutal du nombre d'articles consacrés aux œuvres humanitaires en 1918. Le tableau suivant représente le classement des sujets des articles les plus fréquents (par nombre, par année) :

Sujets clés	Nombre total d'articles	Années				
		1914	1915	1916	1917	1918
Prisonniers de guerre français	80	0	23	33	20	4
Internés français et belges	63	0	0	46	13	4
Réfugiés belges	48	31	7	3	7	0
Aveugles de guerre français	14	0	0	11	2	1
Secours aux Serbes	1	0	9	2	0	0
Soldats français blessés	8	0	3	2	2	1
Orphelins français	7	0	0	0	7	0
Secours aux Arméniens		0	1	5	0	0
Convois d'évacués	5	0	0	0	5	0
Œuvres de secours suisses	3	2	1	0	0	0
Orphelins belges	2	0	0	0	2	0
Monument aux Français	2	0	0	0	2	0
Secours aux Polonais	1	0	1	0	0	0
Secours aux Russes	1	0	1	0	0	0
<b>Totaux</b>	<b>251</b>	<b>33</b>	<b>46</b>	<b>102</b>	<b>60</b>	<b>10</b>

Comme le reflètent les articles du *Jura bernois*, l'année 1914 fut quasi exclusivement dévolue aux œuvres en faveur des Belges (31 articles). A St-Imier,

comme ailleurs en Suisse romande, l'invasion de la Belgique par les troupes allemandes suscita une profonde consternation populaire. Dans les pages du quotidien de St-Imier, le premier article concernant les secours aux Belges apparut le 23 octobre 1914. Sur une initiative du professeur Charles Gogler<sup>3</sup>, l'assemblée constituante a réuni une septantaine de personnes à St-Imier, parmi lesquels de nombreuses dames, des ecclésiastiques et des représentants politiques de la région. Répondant à l'appel du Comité central de Lausanne récemment constitué pour l'hospitalisation des familles belges, un comité jurassien<sup>4</sup> fut élu séance tenante. Son objectif était de permettre l'hospitalisation de petits Belges éprouvés par la guerre dans des familles de la région. Un groupe de couture fut également constitué pour confectionner les vêtements des petits orphelins qu'on imaginait dépourvu de tout. Une effervescence palpable gagnait les habitants à mesure que la presse régionale faisait étalage de la misère et de la souffrance de milliers de familles belges ayant pris le chemin de l'exil. Des comités locaux ont éclos un peu partout dans le vallon. Sur l'impulsion du curé Biedermann, un comité d'hospitalisation et un comité de couture se formèrent aussi dans le village de Villeret.<sup>5</sup> Les intentions charitables abondaient de toute part. Trois jours après l'appel lancé par Charles Gogler, on dénombrait déjà une trentaine d'offres d'hospitalisation à St-Imier.<sup>6</sup> Des cartes postales illustrées par Ch. Gogler étaient vendues au profit de l'oeuvre. Le résultat de la première collecte d'argent fut publié le 2 novembre dans *Le Jura bernois*. Elle rapporta 853,15 fr. Puis, une semaine plus tard, 419,50 fr. furent recueillis à St-Imier. mais malheureusement, les premières difficultés du Comité belge de St-Imier ne tardèrent pas à surgir, comme en témoigne une circulaire publiée à la mi-novembre par le Comité jurassien, dont voici quelques extraits<sup>7</sup> :

« De tous côtés, les offres d'hospitalisations nous sont parvenues très nombreuses, plus nombreuses que nous n'osions l'espérer. [...] Nous espérons qu'un convoi sera dirigé sous peu dans notre contrée et que nous pourrons bientôt re-

---

<sup>3</sup> Peintre et sculpteur suisse (1885–1976). Né à la Chaux-de-Fonds, il s'établit à St-Imier avant la guerre, après un séjour d'études de plusieurs années à Paris. Il fut également initié à la Franc-maçonnerie dès 1909, où il deviendra un membre très influent, cf. *Dictionnaire du Jura* ([www.diju.ch](http://www.diju.ch), 19.07.2010).

<sup>4</sup> Le comité central jurassien est composé de trois habitants de St-Imier : Charles Gogler, professeur (président), Henri Geneux, notable (secrétaire), Max Geneux, ingénieur (caissier).

<sup>5</sup> « Villeret », in *Le Jura bernois*, 24.10.1914.

<sup>6</sup> « Pour les Belges », in *Le Jura bernois*, 26.10.1914.

<sup>7</sup> « Pour les Belges », in *Le Jura bernois*, 14.11.1914.

cevoir comme ils le méritent les malheureux Belges. [...] Lorsque les comités se sont constitués en Suisse, on se figurait en général que les réfugiés seraient surtout des orphelins. Ce n'est pas le cas : la plupart des enfants ont heureusement encore leur mère, qui les accompagne et dont on ne saurait les séparer ».

Malgré la déconvenue – de nombreux foyers avaient attendu avec impatience « leur » petit Belge – l'engouement et le zèle populaire pour la cause belge ne faiblissait pas. La somme d'argent récoltée en faveur de l'hospitalisation des Belges dans le vallon de St-Imier atteignit 2447 francs en l'espace d'un mois.<sup>8</sup> Finalement, un premier convoi de réfugiés belges « composé de 29 personnes parmi lesquelles un ménage avec 4 enfants, un autre avec 2 enfants, une femme seule, trois couples sans enfant et 8 blessés convalescents, exemptés de service »<sup>9</sup> arriva à St-Imier le 23 novembre 1914. La population leur réserva un chaleureux accueil, mais un certain malaise demeurait entre les instigateurs de l'œuvre pour les Belges et la population locale. Puis le 10 février 1915 paraît un compte-rendu général de l'œuvre, trahissant des impressions mitigées sur une entreprise, certes louable, mais confuse à bien des égards :<sup>10</sup>

« Un certain nombre de personnes paraissent n'être pas encore au clair sur les résultats de l'œuvre pour les Belges dans le vallon et à St-Imier. [...] Le comité du Vallon eut l'impression que le comité suisse de Lausanne le négligeait un peu et il fit en France des démarches dites pour obtenir des réfugiés sans secours. Ces tentatives n'aboutirent à rien, pour raison que, provisoirement, semble-t-il, la situation faite aux Belges n'exige plus le sacrifice de nouvelles hospitalisations sur le sol helvétique. Tout au plus, des secours en espèces, envoyés en Belgique, dont la population souffre toute espèce de maux, seront-ils encore les bienvenus dans ce malheureux pays ».

A fortiori, il semble que le côté passionnel l'ait emporté sur les considérations pragmatiques d'une telle œuvre. Il fallut se rendre à l'évidence : les petits orphelins belges ne viendront pas à St-Imier ! L'assemblée des délégués du 30 janvier prit la décision d'écouler les vêtements confectionnés par les sociétés locales de couture pour les enfants belges vers d'autres œuvres de bienfaisance. Or, les archives de Mme Widmer-Curtat révèlent que les enfants belges, en très grande majorité catholiques, avaient finalement été placés exclusivement dans des familles catholiques, selon la volonté de la Reine

---

<sup>8</sup> « Pour les Belges », in *Le Jura bernois*, 24.11.1914.

<sup>9</sup> « Les Belges », in *Le Jura bernois*, 23.11.1914.

<sup>10</sup> « Pour les Belges », in *Le Jura bernois*, 10.02.1915.

de Belgique.<sup>11</sup> Cette préférence confessionnelle provoqua la consternation des délégués des cantons protestants, et explique par ailleurs les mésaventures du comité belge de St-Imier. Même si les résultats ne furent pas à la hauteur de leurs ambitions, les habitants de St-Imier reçurent toutefois une note de reconnaissance de la part de la reine Elisabeth de Belgique, suite au produit des collectes envoyées en Belgique.<sup>12</sup> Selon les chiffres rapportés par *Le Jura bernois*, l'ensemble des dons récoltés en trois mois dans le vallon de St-Imier en faveur des Belges s'éleva à 4160 francs. C'est sur cette note positive et encourageante que se conclut, un peu précipitamment l'œuvre d'hospitalisation de St-Imier.

Autant l'année 1914 fut marquée par une très grande ferveur populaire autour des initiatives d'aide aux réfugiés belges, autant 1915 fut l'année de la mobilisation humanitaire en faveur des prisonniers de guerre français. Dès le déclenchement des hostilités, la question des prisonniers de guerre prend une ampleur sans précédent. L'Allemagne, plus que les autres pays, est très vite submergée par leur nombre. Dans les faits, ce sont 125'000 soldats français et 94'000 soldats russes qui sont faits prisonniers en septembre 1914.<sup>13</sup> Au total l'Allemagne comptabilisera 2'400'000 prisonniers de guerre.<sup>14</sup>

A St-Imier, un réseau de secours aux prisonniers de guerre français s'est mis en place grâce au curé Paul Greuin<sup>15</sup>. Par ses réseaux au sein de la Croix-Rouge française, il obtint des adresses de prisonniers de guerre français détenus en Allemagne, et fit paraître des annonces dans *Le Jura bernois* pour se recommander à la générosité des habitants.<sup>16</sup> La francophilie de l'arc jurassien allant de soi, les réponses ne se firent pas attendre. Ainsi de nombreuses dames répondirent à l'appel et acceptèrent de devenir les « marraines » de prisonniers nécessiteux. Durant tout l'été et l'automne 1915,

---

<sup>11</sup> Archives cantonales vaudoises, Chavannes-sur-Renens, fonds *P Comité belge*, 2, lettre d'Auguste Schorderet à Mme Widmer-Curtat, 22.06.1915. Avec un total de 611 enfants, le canton de Fribourg a accueilli le plus grand nombre d'orphelins belges. Viennent ensuite les cantons du Valais et de Lucerne.

<sup>12</sup> « La reine des Belges à la population de St-Imier », in *Le Jura bernois*, 25.08.1915.

<sup>13</sup> HINZ Uta, *Gefangenen im Grossen Krieg. Kriegsgefangenschaft in Deutschland 1914-1921*, Klartext Verlag, Essen, 2006, p. 92.

<sup>14</sup> HINZ Uta, *op. cit.*, p. 238.

<sup>15</sup> Paul Greuin (Paris 1876 - Neuchâtel 1928). De nationalité française, il fut curé catholique-chrétien à Saint-Imier de 1913 à 1928, président de la Société française et membre du Comité d'hospitalisation des internés.

<sup>16</sup> « Prisonniers de guerre », in *Le Jura bernois*, 29.06.1915.

le curé français fit régulièrement paraître des petites communications à l'attention de ces mairaines de guerre.<sup>17</sup> Leur augmentation au fil des semaines témoigne du développement et du rayonnement que prit cette nouvelle œuvre basée à St-Imier. Nous y trouvons des recommandations sur les emballages des colis à destination des prisonniers en Allemagne, des indications sur les produits autorisés à être expédiés (conserves, chocolat, fromage, pain), des encouragements à entretenir une relation épistolaire suivie avec les prisonniers, des remerciements de la Croix-Rouge française, et même des chiffres sur les quantités de marchandises envoyées par les mairaines. Au 1<sup>er</sup> octobre 1915, le bureau d'expédition de St-Imier annonce expédier plus de 2000 kilos de marchandise par mois en Allemagne.<sup>18</sup> L'immense élan de charité s'organisa rapidement et, à partir de novembre 1915, les généreuses mairaines de guerre commencèrent à gérer elles-mêmes le bureau d'expédition de St-Imier, dont les expéditions atteignaient désormais les sept cents paquets de cinq kilos chaque mois.

Si l'on a connaissance de l'activité de quelques bureaux de secours dans les principales villes suisses ( p. ex. la Mission catholique suisse à Fribourg ou le Comité bernois de secours à Berne), on ignore que les campagnes et les régions périphériques étaient aussi dotées de comités de secours très actifs et très bien structurés. Ce chapitre nous montre que la charité envers les prisonniers de guerre était relayée jusque dans les milieux populaires, où elle suscita de grands élans de générosité.

Le dénombrement des articles du *Jura bernois* qui touchent à l'humanitaire laisse nettement apparaître la prédominance de l'année 1916 sur les autres (102 articles relevés sur un total de 251). L'actualité humanitaire suisse prend, en effet, une nouvelle ampleur avec l'œuvre de l'internement, lorsque les premiers prisonniers de guerre sont acheminés en Suisse pour y être hospitalisés au début de l'année 1916. Cette œuvre d'envergure nationale est le fruit de longues et fastidieuses tractations diplomatiques entre la Confédération et le CICR d'un côté, et les représentants des Gouvernements des Etats belligérants de l'autre côté. En plus de donner du crédit à la neutralité, consolidant par la même occasion le mythe d'une Suisse humanitaire, l'accueil de ces soldats étrangers dissipe les dernières craintes de voir la Suisse se faire attaquer par l'un des belligérants.

---

<sup>17</sup> « Prisonniers de guerre », in *Le Jura bernois*, 16.07 ; 19.08 ; 07.09 ; 09.09 ; 15.09 ; 22.09 ; 24.09 ; 01.10 ; 15.10 ; 04.11 ; 13.11 ; 15.11 ; 19.11.

<sup>18</sup> « Prisonniers de guerre », in *Le Jura bernois*, 01.10.1915.



Du côté de St-Imier, l'enthousiasme et le zèle étaient à l'ordre du jour. Deux semaines avant l'arrivée des premiers soldats internés, on pouvait déjà lire l'appel suivant :<sup>19</sup>

« Le Mont-Soleil s'apprête à recevoir des prisonniers français. L'Hôtel Beau-Séjour sera transformé en hôpital de convalescents. Uniformes et souliers seront fournis par le Gouvernement français ; mais toute la population est invitée à faire une visite à fond de ses armoires et placards pour y trouver draps, chemises de nuit blanche, camisoles, chaussettes, mouchoirs, etc. Les couvertures de laine qui, au besoin seraient payées, seront aussi les bienvenues. Tous les dons en nature et en argent sont reçus avec reconnaissance dès aujourd'hui par M. le Curé Greuin, président du bureau de secours aux prisonniers de guerre. »

Les gestes de charité ne se firent pas attendre. Les habitants, les sociétés locales et les enfants répondirent avec entrain à l'appel de charité fraternelle. Le 17 mai 1916, l'accueil du premier convoi d'internés français à St-Imier fut triomphal. Douze soldats et vingt-cinq civils en provenance de Constance furent reçus par les autorités et la population locale avant d'être conduits dans leur lieu de résidence, au Mont-Soleil. Un comité d'hospitalisation présidé par le Conseiller national Baptiste Savoye était chargé de les accueillir et de s'occuper d'eux durant leur séjour.<sup>20</sup> Charles Neuhaus fit paraître un poème des plus élogieux en leur honneur.<sup>21</sup> L'enthousiasme populaire était immense :<sup>22</sup>

« A l'arrivée de l'express de 8h39, le Corps de Musique entonne la Marseillaise qu'il joue allègrement deux fois. 20 bannières sont arborées en ligne sur le quai. Les Sociétés françaises et italiennes sont là. Un groupe d'une dizaine d'enfants costumés attendent avec des bouquets énormes ou des paniers de fleurs aux couleurs françaises. [...] Voici le train arrêté. Des bravos et des cris de « Vive la France ! » éclatent dans la multitude des grands et des petits, massés jusque dans les arbres et sur les toits des maisons. [...] On dirait la grande fête qui couronne une victoire politique ou militaire. »

---

<sup>19</sup> « Les prisonniers malades », in *Le Jura bernois*, 02.05.1916.

<sup>20</sup> Le Comité de surveillance est composé de MM. B. Savoye, Conseiller national, Président ; François Geneux, directeur de la Goule, caissier ; Paul Greuin, président de la Société française, secrétaire ; Henri Geneux, notaire, Secrétaire adjoint ; Charles Gogler, professeur.

<sup>21</sup> « Salut aux soldats français », in *Le Jura bernois*, 17.05.1916.

<sup>22</sup> « Prisonniers de guerre internés », in *Le Jura bernois*, 17.05.1916.

Dix articles plus émouvants et chaleureux les uns que les autres leur furent ensuite consacrés durant la semaine qui suivit leur arrivée. En moins de trois jours, la seconde édition de la carte postale de bienvenue était déjà épuisée. Placés en convalescence au Mont-Soleil, les internés français « ne jouissent pas d'une liberté absolue, mais seulement de la liberté utile à leur guérison et compatible avec les exigences de l'Allemagne ». <sup>23</sup> Ce furent donc les habitants du Vallon qui se rendaient au Mont-Soleil, à la rencontre des internés où, de dimanche en dimanche, les concerts en leur honneur se succédaient. Le quotidien de St-Imier se fit témoin de cet engouement populaire autour des internés. Lors du premier concert donné en l'honneur des internés, le dimanche 21 mai, quelque 3000 personnes firent le déplacement. Un comité de dames de St-Imier se proposa spontanément pour prendre en charge le blanchissage et le raccommodage de leurs vêtements. Pour couvrir leurs frais, les dames ouvrirent une liste de souscription, par le biais du *Jura bernois*, à hauteur de 1.-/mois. En moins de deux semaines, les cotisations populaires s'élevèrent à 100 francs. Le 27 mai, quatre jeunes filles « voulant prouver leur admiration pour ceux qui ont supporté de longs mois de captivité pour leur patrie ont remis au soussigné pour les internés français du Mont-Soleil, la belle somme de 202 francs 25, produit d'une quête à domicile ». <sup>24</sup> Une véritable fièvre humanitaire se propagea dans le Vallon, déclenchant des vagues de générosité des plus débordantes envers les internés. Les marques d'attention pour les soldats internés comme pour les nouveaux arrivants ne fléchissaient pas, bien au contraire. En juillet, une quinzaine d'internés français vinrent rejoindre leurs camarades hospitalisés au Mont-Soleil. Alors que les concerts, quêtes et animations en faveur des internés abondaient durant la belle saison, leur fréquence diminua progressivement à l'approche de l'hiver. La ferveur populaire semblait s'estomper après que la région eut fait preuve, six mois durant, d'un grand esprit de charité. L'essoufflement du mouvement se confirme de mois en mois. La courbe décroissante des articles au sujet des internés français traduit le déclin de sollicitude qui leur fut portée à la fin de l'année 1916: du 17 mai à la fin du mois de septembre, 39 articles leur furent consacrés, tandis que seuls 2 articles parurent d'octobre à décembre 1916. Finalement, suite à des changements dans l'organisation des régions d'internement, le transfert des internés militaires français dans l'Oberland bernois fut annoncé pour le 31 janvier 1917.

---

<sup>23</sup> « Nos hôtes », in *Le Jura bernois*, 17.05.1916.

<sup>24</sup> « Pour les internés », in *Le Jura bernois*, 27.05.1916.

Après plus de 40 mois de guerre, après avoir fait connaître et soutenu tant d'œuvres humanitaires, après avoir créé des ponts entre les citoyens, après avoir soudé des initiatives charitables autour de causes communes, après avoir servi de tribune publique, *Le Jura bernois* peut se féliciter d'avoir rempli une noble mission en jouant un rôle fédérateur dans l'organisation et les diffusions des œuvres humanitaires de la région de St-Imier. La francophilie de la région de St-Imier rend compte des réalités ethnico-politiques de la partie francophone du canton. Par son engagement charitable unilatéral en faveur de la France, la population du Jura bernois a donné un signal fort aux questions identitaires qui commencent à mûrir dans les esprits des élites.

Patrick BONDALLAZ, Université de Fribourg

## **Le clergé catholique jurassien au défi de l'entrée dans les Trente Glorieuses (1945-1960)**

Dans le Jura de l'après 1945, l'omniprésence du clergé ainsi que sa forte visibilité ne sont pas que des composantes de l'institution ecclésiastique, mais de l'ensemble de la société jurassienne. Cette dernière participe, en particulier dans la région de Delémont, aux bénéfices matériels apportés par l'entrée de la Suisse romande dans l'ère de prospérité des Trente Glorieuses, dont le début coïncide avec la fin de la Deuxième Guerre mondiale. C'est donc à la mise en place d'une société d'abondance, que le clergé jurassien se trouve graduellement confronté dans le quotidien de son ministère. A la veille des années soixante, une enquête du chanoine Fernand Boulard observe dans le Jura une pratique religieuse « encore saine, mais en perte de vitesse »<sup>25</sup>. Ce pionnier de la sociologie du catholicisme dénonce ouvertement une « influence dechristianisante sur la population »<sup>26</sup> exercée par trois facteurs sociaux : la « matérialisation » de la vie dans le travail et les loisirs, la crise de l'autorité dans la famille, et le mélange des confessions religieuses. Plusieurs questions découlent de cette dénonciation vigoureuse : comment le clergé jurassien réagit-il face à ces changements sociaux ? Quel est l'impact de ces mutations sur les champs du recrutement sacerdotal et du statut du prêtre dans la société ?

---

<sup>25</sup> « Compte-rendu des Journées pastorales du Jura avec M. le Chanoine Boulard », in *Semaine catholique*, 34/1959.

<sup>26</sup> *Idem*.

## *Le regard des statistiques*

Les statistiques relatives à l'évolution des effectifs du clergé séculier entre 1930 et 1960 apportent une première piste de réponse. Selon ces dernières, les effectifs semblent s'accroître durant la période étudiée.

### Evolution des effectifs du clergé séculier dans le Jura (1930-1960)

Année	Jura	Suisse romande
1930	92	733
1940	107	895
1950	109	944
1960	128	979

Toutefois, en poussant plus loin l'enquête statistique, nous avons pu découvrir que les ordinations de nouveaux prêtres jurassiens, après avoir atteint un apogée dans les années trente (apogée qui s'explique en partie par les effets de la crise économique de 1929), amorcent dans l'après-guerre une baisse régulière.

### Ordinations moyennes par année dans le Jura (1930-1960)

Année	Jura	Suisse romande
1930-1934	3	27,4
1935-1939	4,8	23,6
1940-1944	1,8	21,6
1945-1949	1,8	18,2
1950-1954	0,4	12,6
1955-1959	1	17,2

Que reflètent ces chiffres et que nous apprennent-ils sur le comportement des institutions traditionnelles du recrutement ? Comment évolue le statut de la prêtrise durant cette période charnière qui annonce la société de consommation ? Cet article tente d'apporter des réponses à ces différentes interrogations en se basant sur des sources recueillies dans le cadre de notre thèse en histoire contemporaine, dirigée par le Prof. Francis Python, sur *Le clergé catholique romand à l'épreuve de la sécularisation (1945-1990)*. Ces sources proviennent des Archives du centre pastoral de Delémont, de la *Semaine catholique* et des entretiens avec plusieurs prêtres témoins de la période qui nous ont accueilli avec sympathie et disponibilité.

## Un première « crise » dans le recrutement classique

Au cours des années trente, les ordinations sont encore abondantes en terre jurassienne. Les futurs prêtres proviennent majoritairement des environs de Porrentruy, la région traditionnellement la plus généreuse en vocations dans le diocèse de Bâle. Au-delà de l'origine géographique, nous avons pu identifier, grâce aux sources, quatre « pôles d'influence » décisifs dans le choix d'embrasser la prêtrise: la famille, les prêtres éveilleurs, les associations ecclésiastiques et l'école catholique. La famille catholique semble jouer, un rôle primordial dans l'éveil des vocations, et il n'est pas rare que plusieurs enfants d'un même foyer se destinent à l'état ecclésiastique, comme nous l'indique les propos d'un prêtre jurassien né pendant la Première Guerre mondiale : « Nous étions trois : mon frère est devenu capucin, tandis que ma sœur est entrée ensuite chez les cisterciennes ». Le prêtre contribue également à l'éveil d'un appel, comme le raconte un autre témoin : « J'ai été marqué par la façon d'agir d'un jeune vicaire, et cela a été une révélation, parce que je me suis dit : *Ca c'est quelque chose que je pourrais faire plus tard !* ».

### *Sa perception à travers la problématique du « matérialisme »*

A la sortie de la guerre, le fléchissement de la courbe des ordinations inquiète l'évêque de Bâle, Mgr Franz von Streng qui déplore en 1952 « un recul douloureux des vocations sacerdotales »<sup>27</sup>. L'année suivante, il observe que « Notre clergé séculier souffre depuis quelque temps d'une crise de recrutement et il connaît quelques années creuses »<sup>28</sup>. Mais quelles seraient, d'après le clergé, les causes de cette « crise des vocations ? ».

Selon le clergé jurassien, la crise des ordinations s'inscrit dans le problème de la « matérialisation » de la société – pour reprendre la terminologie de Boulard – qui sévirait jusque dans le Jura catholique. En 1948, l'abbé André Amgwerd, aumônier des Œuvres catholiques de Delémont adresse une lettre aux curés jurassiens pour leur communiquer son inquiétude sur l'évolution de la jeunesse des paroisses : « Une évolution profonde s'est opérée dans nos régions jurassiennes sur le plan professionnel. D'agricoles qu'elles étaient nos

---

<sup>27</sup> Von Streng, Franz, « Pour la Bourse jurassienne de l'Evêché de Bâle en faveur des vocations sacerdotales », in *Semaine catholique* 15/1952.

<sup>28</sup> Von Streng, Franz, « Le recrutement du Clergé jurassien », in *Semaine catholique* 3/1953.

paroisses deviennent de plus en plus industrielles et ouvrières »<sup>29</sup>. Dans ce contexte, Amgwerd décide de conduire une enquête sur la jeunesse, d'après laquelle les causes à l'origine de la baisse des ordinations seraient multiples : l'instabilité politique, le développement croissant de l'industrialisation basée sur le régime capitaliste, le régime de profit, l'influence de tout ce qui est sensation, c'est-à-dire les journaux, la radio et le cinéma, sans oublier « le développement du progrès, des techniques qui semble surpasser et dominer les forces morales et spirituelles »<sup>30</sup>. Ces différents facteurs contribueraient à augmenter l'indifférence, l'égoïsme et la légèreté des mœurs au sein de la jeunesse jurassienne. Cette dernière, considérant l'Eglise comme dépassée et impuissante face aux problèmes concrets, aurait par conséquent, « peur de s'engager »<sup>31</sup>.

Le clergé discerne également une deuxième « menace » qui pèserait sur la relève des prêtres diocésains : il s'agit de la concurrence des ordres religieux et missionnaires, qui obtiendraient un certain succès auprès des jeunes, au détriment des ordinations séculières comme le constate Mgr von Streng : « bien peu décident de commencer et de poursuivre leurs études classiques et de faire leur théologie dans l'intention d'entrer ensuite dans les rangs du clergé séculier jurassien »<sup>32</sup>.

### *Les initiatives de l'Œuvre des vocations*

Face à la diminution du nombre des futurs prêtres diocésains, la autorités religieuses décident de prendre des mesures. Celles-ci se traduisent par les initiatives croissantes de l'Œuvre des vocations, qui s'occupe du soutien financiers aux séminaristes, mais qui est surtout « une institution destinée à s'occuper du recrutement du clergé diocésain et du lien entre futurs prêtres et séminaristes jurassiens, alors étudiants dans différentes universités ou écoles d'Europe »<sup>33</sup>. Le rôle du directeur de l'œuvre, l'abbé Emile Ackermann semble déterminant dans la mise en place d'initatives destinées à promouvoir les vocations sacerdotales. Professeur au collège St-Charles et curé de Réclère, ce prêtre dirige l'équipe qui entoure les jeunes en « éveil de voca-

---

<sup>29</sup> Archives du Jura pastoral (AJuP), Carton « Documents divers 1949-1978 », lettre de Amgwerd aux prêtres du Jura, 23 novembre 1948.

<sup>30</sup> *Ibidem*, dossier « A propos de l'enquête sur la jeunesse », 1949.

<sup>31</sup> *Idem*.

<sup>32</sup> Von Streng, Franz, « Pour la Bourse jurassienne », in *Semaine catholique* 45/1952.

<sup>33</sup> AJuP, dossier Service jurassien des vocations, Abbé Pierre Giardin, Saignelégier, 11 février 1988.

tion » et il met sur pied des « camps de vocations » pendant l'été. L'abbé Ackermann semble avoir une influence déterminante dans le parcours des futurs prêtres comme en témoigne un prêtre qui l'a cotoyé :

« C'était notre directeur de conscience, il avait un charisme et un très bon jugement. Il savait dire à un garçon : *Tu n'es pas fait pour ça*. Avec d'autres, qui avaient les prédispositions, il insistait. Ce prêtre avait le souci de donner des vocations à l'Eglise, il passait la grande partie de son temps à rencontrer des garçons. Et je pense que la plupart des prêtres jurassiens doivent quelque chose de leur vocation à ce prêtre ».

L'œuvre de sensibilisation pour le recrutement ne devrait toutefois pas se limiter aux clercs, mais gagner tous les fidèles, comme le relève en 1953 le vicaire général jurassien Mgr Gabriel Cuenin : « L'action commencée pour remédier à la crise des vocations sacerdotales doit gagner toutes les paroisses et toutes les familles soucieuses de l'avenir religieux du diocèse »<sup>34</sup>. Les curés sont donc priés de rappeler à leurs paroissiens, du haut de la chaire et par le biais du bulletin paroissial, les initiatives de l'Œuvre. En 1954, Mgr von Streng recommande d'organiser un dimanche des vocations dans chaque paroisse, afin de « rappeler la nécessité et la grandeur du sacerdoce, éveiller et encourager ceux que Dieu appelle : tel est le triple but que poursuivent les *Journées des vocations* »<sup>35</sup>.

### ***Le collège St-Charles et le petit séminaire des Côtes***

Dans le parcours qui mène au sacerdoce, l'étape qui suit la phase du recrutement, est celle de la formation reçue au grand séminaire. Suite à la fermeture du séminaire de Porrentruy en 1836, les futurs prêtres jurassiens ont le choix entre plusieurs instituts de formation théologique en Suisse et en Europe : Fribourg, Strasbourg, Innsbruck ou encore Rome. Toutefois, l'entrée au grand séminaire est normalement précédée, pour la plupart des jeunes du Jura, par la fréquentation du collège St-Charles de Porrentruy ou du petit séminaire des Côtes. Ces deux centres de formation représentent, dans l'après 1945, les filières de prédilection du recrutement séculier et régulier en terre jurassienne.

---

<sup>34</sup> Cuenin, Gabriel, « Diocèse de Bâle. Pour favoriser les vocations sacerdotales », in *Semaine catholique* 51/1953.

<sup>35</sup> Von Streng, Franz, « Diocèse de Bâle. Journée des Vocations », in *Semaine catholique* 18/1954.

Le premier établissement, fondé en 1897 dans le but d'offrir une voie de formation chrétienne pour défendre l'identité romande des jurassiens, est tenu par les chanoines de St-Maurice. Dans l'après-guerre, cette école privée catholique compte quatre cent élèves, et les prêtres séculiers jurassiens y ont pour la plupart été formés. A St-Charles, tous les enseignants sont des ecclésiastiques et les jeunes qui manifestent le désir de devenir prêtres sont accompagnés dans leur discernement. L'évêque de Bâle François von Streng souligne à plusieurs reprises « le rôle irremplaçable de cette Ecole en faveur des vocations ecclésiastiques dans le Jura bernois »<sup>36</sup>. En 1956 il se félicite de la présence de cette école : « Nous avons le bonheur de posséder une Ecole qui prépare nos futurs prêtres et donne un enseignement chrétien aux jeunes gens destinés aux carrières libérales et professionnelles »<sup>37</sup>.

Au Noirmont, le petit séminaire des pères du Saint-Sacrement des Côtes est fondé en 1919 par le père Julien Bourquard, et s'installe dans une ancienne ferme afin d'y créer une institution de relève « pour les jeunes des environs qui ressentaient, au fond de leur cœur, un vague appel du Seigneur, car la région avait conservé des traditions solidement chrétiennes, un terreau merveilleux et fécond pour des vocations religieuses »<sup>38</sup>. Mais comment est-ce que se déroule la vie quotidienne dans cet institut régulier ? Laurent Willemin, se souvient de son quotidien lorsqu'il était étudiant du petit séminaire dans les années 1940:

« L'horaire journalier était le même pour tous : Lever à 5h30, prière du matin à la chapelle avant la Messe quotidienne, une demi-heure d'étude avant le déjeuner pour préparer les classes qui débutaient à 8h et mémoriser les longs vocabulaires grecs ou latins. De 11h à midi, temps de travail personnel en salle commune pour réaliser thèmes et versions. Après la récréation qui suivait le repas de midi, nous reprenions le même schéma scolaire que le matin, jusqu'au grand silence du soir, précédant le souper »<sup>39</sup>.

Ce régime rigide et fermé, se rapprochant de la vie cloîtrée, semble dominer le quotidien. « Les expériences nouvelles étaient souvent regardées de travers

---

<sup>36</sup> Von Streng, Franz, « A propos du Collège St-Charles de Porrentruy », in *Semaine catholique*, 32/1952.

<sup>37</sup> Von Streng, Franz, « A propos du Collège St-Charles de Porrentruy », in *Semaine catholique*, 35/1956.

<sup>38</sup> AJuP, « L'histoire des Côtes », in *Les Côtes en fête. Eucharistie et vie*, septembre 1994, p. 118.

<sup>39</sup> « Pendant la guerre », in *Ibidem*, p. 122.



et, en tout cas, pas envisageables immédiatement, en ces années de graves problèmes politiques et d'attente »<sup>40</sup>. Parallèlement, depuis les années cinquante, l'établissement du Noirmont se trouve aussi confronté à une certaine « diminution des élèves ». Toutefois, durant les cinquante premières années de son histoire, ce petit séminaire forme 66 futurs prêtres, dont 47 religieux et 19 diocésains.

### L'image traditionnelle du curé, « une autorité »

A l'époque où il y a encore un curé dans chaque cure et une cure dans chaque village, qu'en est-il du statut social de la prêtrise ? En Suisse romande, la diversité du catholicisme entre pays de chrétienté et pays de diaspora se reflète dans le statut reconnu au curé de paroisse. Si, dans les chroniques nécrologiques, les ecclésiastiques de Genève et de Vaud, sont généralement évoqués pour leurs traits humains de *pasteur* à l'intérieur de la paroisse, leurs confrères du Jura, comme ceux de Sion et Fribourg, sont par contre mis en valeur pour le rôle traditionnel d'*autorité* qu'ils exercent dans la vie sociale. Ainsi, la figure du prêtre jurassien se résume aux activités et à l'influence qu'il exerce et qui dépassent son ministère spirituel. Selon les articles nécrologiques, un curé jurassien exercerait « une autorité un peu austère »<sup>41</sup>, et un autre ecclésiastique continuerait même à la retraite « à exercer une forte influence sur tous ceux qui l'approchaient »<sup>42</sup>. Quant à Mgr Eugène Folletête, vicaire général du diocèse de Bâle et ancien curé de Porrentruy, il se distinguerait pour « sa sûreté de jugement »<sup>43</sup>.

Ce portrait brossé par les nécrologies est confirmé par les voix des témoins que nous avons rencontrés, témoins qui, dans l'après-guerre étaient de jeunes prêtres ou séminaristes. Ils sont unanimes à reconnaître le statut de la prêtrise comme figure d'*autorité*. A leurs yeux, le curé est « une personnalité, une autorité », « l'homme orchestre », « le patron de sa paroisse », « un notable respecté et influent », ou encore quelqu'un qui est « en-dessus de la société du peuple, presque sur un piédestal ». Le prêtre incarnerait donc une figure d'autorité qui n'intervient pas seulement dans les domaines religieux,

---

<sup>40</sup> « L'histoire des Côtes », *art. cit.*, p. 120.

<sup>41</sup> « M l'abbé Alexandre Prudat », in *Semaine catholique* 13/1952.

<sup>42</sup> « M. l'abbé Alphonse Materne, ancien curé de Roggenbourg », in *Semaine catholique* 6/1952.

<sup>43</sup> « Mgr Eugène Folletête, Rme Vicaire Général honoraire du diocèse de Bâle », in *Semaine catholique* 17/1956.

liturgiques et spirituels, mais également dans les champs social, culturel, scolaire, économique et même politique, comme le montre les propos de l'un d'entre eux :

« Quand j'étais curé, j'allais régulièrement à l'assemblée communale et j'étais président de la commission d'école. On m'avait demandé de devenir le président de la commission des constructions, mais j'ai pas accepté. Les partis insistaient aussi pour m'insérer dans leurs listes, pour eux ça aurait été un privilège ».

Ces propos montrent que la compagnie du curé est recherchée et que sa parole est respectée, qu'il s'agisse d'interventions dans la vie conjugale et familiale ou de sa participation aux commissions de la commune ou à la direction de la banque locale. Dans les villages agricoles, l'autorité du curé est telle que ce dernier décide si les paysans ont l'autorisation de travailler le dimanche dans les champs. Ainsi durant l'après-guerre, « la trinité du village existe encore : c'est-à-dire le syndic, l'instituteur et le curé », comme nous l'explique un ancian séminariste.

### **« Une barrière morale entre prêtres et laïcs »**

Nous pouvons également nous interroger sur la manière dont les autres jeunes de l'époque, c'est-à-dire ceux qui ne se destinent pas à l'état ecclésiastique, perçoivent leurs curés. Selon ces jeunes, comme en témoigne l'enquête de 1949 conduite par l'abbé Amgwerd, les prêtres seraient « contre le progrès, contre tout ce qui est moderne, les prêtres ne comprennent pas la mentalité actuelle, les prêtres n'ont rien à voir dans les affaires de mariage »<sup>44</sup>. Ces jeunes n'hésitent pas à dénoncer ce qu'ils nomment une « barrière morale entre prêtres et laïcs »<sup>45</sup>. Les raisons de cette méfiance découleraient surtout de l'image que la jeune génération se fait de ses curés ; ces derniers cherchant continuellement à sauvegarder leurs prérogatives sociales sont perçus comme des « bourgeois ». Il y a de la part des jeunes une prise de conscience « d'une fausse notion du vrai vote sacerdotal en regard des exigences modernes »<sup>46</sup>, un malaise qui concerne surtout la relation du prêtre avec le laïcat et avec la société :

---

<sup>44</sup> AJuP, Carton « Documents divers 1949-1978 », *A propos de l'enquête sur la Jeunesse*, 1949.

<sup>45</sup> *Idem*.

<sup>46</sup> *Idem*.

« On ne voit pas bien du côté clergé le droit du catholique à prendre librement position en face de la vie, éclairé qu'il sera pour ses principes chrétiens. Non seulement une foi aveugle est requise ; mais une action pratique, une vie chrétienne – conséquence de ces principes – qui lui serait dictée et qu'il n'aurait qu'à exécuter »<sup>47</sup>.

A des besoins nouveaux succèdent des méthodes nouvelles. Face aux réactions des jeunes, le clergé semble se rendre compte de la nécessité de s'adapter à la situation nouvelle des Trente Glorieuses. En cette perspective, le clergé organise alors des journées de formation et de recollection. Durant une retraite (prêchée) à Mulhouse en 1951 le père Durrwell enjoint les jeunes prêtres jurassiens à un engagement qui dépasse la seule action liturgique : « Le sacerdoce chrétien exige cet engagement personnel et réel dans le mystère du Christ. Il ne suffit pas d'exercer la liturgie extérieure des signes pour être prêtre dans le sens du Nouveau Testament »<sup>48</sup>. Depuis 1945, quelques jeunes prêtres se rencontrent régulièrement pour discuter du renouveau social dans la société, comme en témoigne l'un d'entre eux : « Nous étions sept dans le Jura, surtout des vicaires et des aumôniers des Œuvres catholiques et de la JOC. Nous discutons surtout de questions pastorales, à l'écoute du bon Dieu ».

### *Une époque de gestation*

En conclusion, nous pouvons observer les contours d'une première érosion qui se dessine, dans l'après 1945 déjà, dans le recrutement et le statut traditionnel de la prêtrise dans le Jura, auparavant liés au rythme de vie des campagnes. Il ne s'agit à mon avis pas encore d'une « crise », mais plutôt d'un premier ébranlement dans les prérogatives cléricales classiques, à commencer par les « pôles d'influences » de la vocation et par le rôle d'autorité exercé par les curés. Cette érosion est représentative d'une époque de gestation pendant laquelle un fossé grandit lentement entre le clergé et la société. Une érosion qui incite le clergé à se remettre en question et à essayer de s'adapter, en ouvrant la voie au tournant des années soixante Vatican II et plus tard à mai 1968.

Lorenzo PLANZI, Université de Fribourg

---

<sup>47</sup> *Idem*.

<sup>48</sup> *Ibidem*, Notes de la retraite aux jeunes prêtres jurassiens, 5-9 juin 1951.

## **Les causes des transformations de l'enseignement de l'école d'horlogerie de Saint-Imier, de 1892 à 1918**

Cette étude porte sur l'origine des modifications de l'offre de cours de l'école d'horlogerie de Saint-Imier. Elle cherche à vérifier l'idée largement répandue dans la littérature sur le sujet, que les transformations de l'enseignement horloger sont imputables au lien quasi symbiotique entre les fabricants d'horlogerie, notamment les représentants des Longines, et l'école<sup>49</sup>. Ainsi, chaque nouvelle formation proposée par l'école ne serait que la réponse de cette institution aux demandes des fabricants. L'école, soucieuse d'accompagner le développement de l'industrie, proposerait des cours qui intègrent les connaissances nécessaires à l'utilisation des nouvelles techniques de production, en particulier la mécanique et la mécanique horlogère.

Cette étude se base sur des sources jusque-là peu étudiées, comme les procès-verbaux de la commission de surveillance, organe décisionnelle de l'école qui est en charge de la mise au point des programmes, ainsi que les rapports adressés par ladite commission au Bureau de l'Intérieur à Berne, chargé de vérifier la qualité des cours proposés dans l'établissement. L'analyse de ces sources montre que si l'explication des transformations de l'enseignement par le souci constant de l'école de garantir une main d'oeuvre maîtrisant les dernières innovations techniques se confirme pour un certain type de modifications du programme, elle perd cependant toute crédibilité lorsqu'il s'agit de transformations de grande envergure.

Cette étude met en évidence deux formes de modifications distinctes de l'enseignement. La première concerne la mise en place de formations de courte durée, allant de 12 à 18 mois. Il s'agit d'alléger le programme d'horloger complet, en focalisant l'instruction sur une étape du processus de création de la montre, permettant ainsi aux élèves d'accéder le plus rapidement possible au marché du travail. Dans ce cas, nous constatons que l'école d'horlogerie se montre extrêmement réactive au marché de l'emploi, en

---

<sup>49</sup>Voir Fallet, Estelle, « La création des écoles d'horlogerie », in *L'homme et le temps en Suisse, 1291-1991*, La Chaux-de-Fonds, Institut l'homme et le temps, 1991, pp 280-291.

Donzé, Pierre-Yves, *Histoire de l'industrie horlogère suisse*, Alphil, Neuchâtel, 2002.

aménageant de nouveaux cours à la demande des fabricants ou en fonction de la santé de l'industrie dans son ensemble.

Néanmoins, lorsqu'il s'agit de modifier les programmes d'enseignement en profondeur, comme la mise en place d'une nouvelle formation de longue durée de 3 ou 4 ans, ou la création de la classe de mécanique en 1896 ou de la filière technique en 1918, on constate que la cause de ces transformations réside dans le souci des membres de la commission de surveillance, composée de fabricants d'horlogerie, de garantir la pérennité de l'institution.

Ainsi la classe de mécanique de l'école de Saint-Imier n'est créée qu'en 1896, soit dix ans après que l'école de la Chaux-de-Fonds, pourtant implantée dans une région plutôt hostile à la mécanisation, n'ajoute la mécanique à son programme, et ce malgré la présence de membres influents des Longines au sein de la commission, comme Jaques David, ardent défenseur d'une production mécanisée. Or, nos sources mettent en évidence que la création tardive de la classe de mécanique n'est qu'une tentative réussie d'endiguer la baisse des effectifs de l'école, imputable à la crise de l'industrie horlogère des années 1890. Quant à la création de la filière technique, elle résulte d'une étude diligentée par la commission au sujet des médiocres résultats aux examens obtenus par l'école de Saint-Imier en comparaison aux écoles de la Chaux-de-Fonds et du Locle. Le constat de l'étude est accablant, les cours à Saint-Imier sont peu pédagogiques, abrutissants et dénués de notion théorique. Consciente qu'une mauvaise réputation peut diminuer le nombre d'élèves inscrits et par la même occasion, le montant des subventions publiques qui constituent l'écrasante majorité du budget de l'école, la commission de surveillance décide de transformer radicalement son offre de cours, en se basant sur le modèle neuchâtelois par la création de la filière technique.

La lenteur d'adaptation de l'école de Saint-Imier quant à l'offre de cours résulte paradoxalement de son lien privilégié avec les fabricants d'horlogerie. En effet, l'école possède une fonction dans le tissu industriel imérien, qui est d'alimenter l'industrie d'une main d'oeuvre peu qualifiée. Les travailleurs spécialisés, tout aussi nécessaires mais bien moins nombreux, restent accessibles à l'embauche par différents canaux. C'est bien pour assurer cette fonction principale que la commission procède à ces modifications radicales sans quoi, l'école perdrait de son prestige, ce qui entraînerait une baisse du

nombre d'inscrits et par conséquent la fermeture de cette dernière et un cruel manque de main d'oeuvre pour l'industrie horlogère.

Grégoire SIMON-VERMOT, Universités de Fribourg et Neuchâtel

## **Une chronique de la vie quotidienne durant la première guerre mondiale : les journaux d'Arthur Daucourt**

*« Témoin de l'histoire, si ton visage se fane  
Que ton âme ne se trouble point. »<sup>50</sup>*

### **Arthur Daucourt, archiviste et prêtre jurassien**

A Delémont, à l'intérieur de l'actuel bâtiment abritant le Musée jurassien d'art et d'histoire, le nom d'Arthur Daucourt n'est pas inconnu. Dans certaines pièces, son passage est encore visible. C'est ce dernier qui a fondé le musée au début du XX<sup>e</sup> siècle.

De son vivant, (date) l'abbé Daucourt exerce plusieurs fonctions. Il est d'abord homme d'Eglise. En tant que tel, il est marqué par un événement particulier de l'histoire suisse : le Kulturkampf. Témoin des violences faites à l'encontre des prêtres jurassiens, il ne se détourne pourtant pas de sa vocation ecclésiastique. A cette vocation spirituelle s'ajoute un intérêt marqué pour l'histoire. Cette passion va l'amener à prendre la direction des archives de la ville de Delémont et à faire partie de la Société jurassienne d'Emulation dont il deviendra président. L'abbé Daucourt enseigne également la religion aux jeunes écoliers de Delémont.

Lorsqu'éclate le premier conflit mondial, l'abbé Daucourt rédige un journal depuis quelques années déjà. Dans son journal sont compilés des articles extraits des journaux locaux ; des illustrations de la guerre ; des statistiques quant au rationnement mais également les « *on dit* » de la population jurassienne reflétant l'angoisse ambiante. Présentant les grandes lignes de ce journal, cet article propose au lecteur une halte dans le quotidien d'une population confrontée à la guerre. Quelques lignes seront également consacrées à une réflexion quant à l'utilité d'une telle source pour l'histoire sociale.

---

<sup>50</sup> Andrée Huber-Beuchat, poète jurassienne.

## 1914-1918 aux portes du Jura

En temps de guerre, la frontière a une épaisseur physique, géographique, mais également humaine et sociale.<sup>51</sup> Durant les deux conflits mondiaux, la frontière jurassienne engendre de nombreux contacts entre des populations de nationalités et de cultures différentes. Un point commun les réunit pourtant: il s'agit de civils qui subissent, à des degrés différents, les répercussions de la guerre. Le 31 juillet 1914, le tocsin retentit à Delémont à 9 heures du soir afin de réunir la population sur la place centrale. Les chevaux sont réquisitionnés, le départ est proche :

« [...] les troupes partent pour Tavannes. La mobilisation de guerre de l'Armée fédérale a lieu le 3 août. [...] le landsturm est parti ce soir pour Pleigne et le voisinage. Des hommes sont près du pont de St Ursanne pour le faire sauter au moindre signal. Delémont sera le centre de l'Etat major. Les fabriques Gerber, Crevoisier, Ruedin ont fermé. La coutellerie ferme aujourd'hui. Les Rondes ont congédié les ouvriers. Tous partent. Quoique la Suisse ne soit pas en guerre, le peuple est triste, on craint la misère. On rappelle la colonie de vacance. L'Ecole normale est licenciée. L'école ménagère également. Deux paniers de pigeons voyageurs sont arrivés ici. C'est la guerre générale. »<sup>52</sup>

Dans le journal de Daucourt est décrit presque quotidiennement un passage, un stationnement ou encore un exercice de troupes. Cette profusion de renseignements provient de la position privilégiée de Daucourt, puisque très vite, des soldats utilisent le terrain situé à l'arrière de son domicile afin de s'entraîner :

« tout autour de ma maison les soldats s'exercent, il y en a beaucoup au Mexique, devant Rossemaison tout est couvert de troupes. Je vois d'immenses suites de voitures qui descendent de Rossemaison contre Courtételle.<sup>53</sup> »

La présence de l'armée engendre chez l'auteur une forme d'utopie de début de guerre où la grandeur de l'armée suisse est exaltée : « Une puissance qui voudrait envahir notre pays y regardera à deux fois avant de se heurter

---

<sup>51</sup> Tissot Laurent, *Guerre et frontières, la frontière franco-suisse pendant la Seconde Guerre mondiale*, dir. Robert Belot, avec la collaboration de Claude Hauser, Francis Python, Laurent Tissot, Neuchâtel, Alphil, 2006, pp.12-13.

<sup>52</sup> Journal d'Arthur Daucourt, 1er vol., 2 août 1914, p. 157.

<sup>53</sup> Journal d'Arthur Daucourt, 1er vol., 10 août 1914, p. 165.

contre l'armée suisse. »<sup>54</sup> Le discours de Daucourt quant à la sécurité des frontières suisses perdra de son enthousiasme à mesure de l'avancement de la guerre. En particulier, la cohabitation entre la population jurassienne et les troupes toujours plus difficile dans les écoles et les bâtiments publics<sup>55</sup> va écailler l'optimisme du fondateur du Musée jurassien. Ces mouvements incessants d'hommes et de chevaux qu'il s'agit d'héberger, ainsi que les dégâts occasionnés, provoquent un état de fatigue au sein de la population jurassienne que Daucourt relève : « [...] Pour ma part je suis fatigué de ces troupes chez moi et à la ferme. Quels dégâts ! »<sup>56</sup> Or les dégâts occasionnés par l'hébergement des soldats ne seront pas les seuls désagréments que subie la population jurassienne. Les Jurassiens aperçoivent et entendent la guerre ; de jour ou de nuit, des signes tangibles révèlent la présence du conflit. Le bruit des canons, les positions observées à la jumelle, la lumière des cigarettes allumées de nuit, les déplacements des troupes, les explosions et points d'impact des canonnades et les arrestations de patrouilles ou d'hommes égarés sur le territoire helvétique représentent quelques-uns des moments de contact.<sup>57</sup>

Dès les premiers mois de la guerre, le journal comporte de fréquentes mentions des canonnades. Le canon retentit régulièrement, voire quotidiennement selon la période. À côté des bruits des canons, Arthur Daucourt relate certaines informations concernant les incidents de frontières. Ainsi, un accident à Boncourt est retranscrit dans les pages du journal :

« l'affaire s'est terminée à l'amiable entre les autorités suisses et celle de Belfort. On a pu prouver que l'imprudent officier qui a fait tirer à la frontière sur les bâtiments près de la douane de Delle était saoul. Il passera en conseil de guerre. On dit que c'est le neveu du général Will. Ah si c'eût été envers les Allemands les choses auraient eu une toute autre tournure. Les Français n'ont pas donné dans le piège. On dit qu'on avait cherché un conflit avec la France. Mais que ne dit-on

---

<sup>54</sup> Journal d'Arthur Daucourt, 1er vol., 5 août 1914, p. 161.

<sup>55</sup> De Weck Hervé, « 1914-1918 : les Suisses romands francophiles, les Alémaniques germanophiles ? particularités du fossé dans le Jura bernois », in *Actes de la société jurassienne d'émulation*, Porrentruy, SJE, 2005, p. 357.

<sup>56</sup> Journal d'Arthur Daucourt, 1er vol., 10 novembre 1914, p. 249.

<sup>57</sup> De Weck Hervé, *L'armée suisse au temps de grand-papa*, Genève, Slatkine, 1995, p. 181. cité par Buss Bastien, *Vie quotidienne militaire et mentalité : les troupes neuchâtoises mobilisées pendant la première guerre mondiale*, Mémoire de licence, 1999, p. 46.



pas. Ce qui est certain c'est que nos Allemands suisses commettent des imprudences en soutenant l'Allemagne d'une manière qui viole notre neutralité. »<sup>58</sup>

## Les Jurassiens et la guerre

Le début de la guerre européenne marque une halte vigoureuse mais momentanée des échanges internationaux. Même neutre, la Suisse est étroitement imbriquée dans le commerce européen pour son approvisionnement comme pour ses débouchés. Il n'est donc pas étonnant qu'une telle dépendance se fasse cruellement et immédiatement ressentir.<sup>59</sup> Arthur Daucourt est inquiet, la nourriture viendra-t-elle à manquer ?

« on commence à faire des provisions. Déjà un gros négociant s'est vu refuser le sucre étranger. On aura de la peine à se procurer la farine qui vient de Russie et de Hongrie. Le sucre a renchéri depuis hier. J'en ai fait ample provision, heureusement. ... les magasins de la ville sont assaillis par les campagnards qui font des provisions en vue de la guerre. Les citadins achètent aussi beaucoup de sucre, de riz et de farine. »<sup>60</sup>

Durant les premiers mois de la guerre, le problème du rationnement fait l'objet d'une attention particulière de la part de l'abbé Daucourt. Ce dernier se livre à une série de statistiques quant aux denrées à disposition de la population ainsi qu'aux besoins de cette dernière.

Rationnement, canonnades, incidents de frontière mais également violation de l'espace aérien suisse s'inscrivent dans une logique quotidienne pour la population jurassienne. Arthur Daucourt s'insurge régulièrement contre la position officielle des autorités qui, selon lui, pèchent par excès de zèle lorsqu'il s'agit de survols d'avions alliés tandis qu'elles ferment les yeux lors de survols d'avions allemands :

« le conseil fédéral proteste contre la violation de la neutralité suisse que les avions anglais et français ont violé en se dirigeant contre Frederischhafen pour détruire la fabrique des Zeppelin. [...] Ce qui est certain c'est que cet automne au mois d'août des avions allemands ont survolé sur notre vallée, on les a vu

---

<sup>58</sup> Journal d'Arthur Daucourt, 1er vol., 16 septembre 1914, p. 203.

<sup>59</sup> Bregnard Damien, *op. cit.*, p. 27.

<sup>60</sup> Journal d'Arthur Daucourt, 1er vol., 29 juillet 1914, pp. 155-156.

depuis Delémont et cela à plusieurs reprises. On n'a pas entendu dire que le Conseil fédéral ait protesté mais c'étaient des avions allemands. »<sup>61</sup>

Durant l'année 1915, quantité de survols d'avions tant alliés qu'allemands ont lieu dans le ciel suisse.<sup>62</sup> L'année 1916 est elle marquée par un événement aux proportions telles que toute la population suisse s'y intéresse: l'affaire des colonels. L'histoire de ces deux colonels suisses qui auraient transmis des informations aux Empires centraux est l'objet de toutes les discussions. Arthur Daucourt relate cette affaire dans son journal sur de nombreuses pages. Cette affaire ne s'arrêta pourtant pas au procès des colonels. En effet, dans un même temps, se produit une seconde affaire intimement liée à la première : l'affaire des cartouches. Arthur Daucourt en explique clairement les tenants et aboutissants dans son journal :

« Porrentruy est gardé par des soldats qui n'ont pas de cartouches ! après le bombardement, deux heures après, on leur en a donné. Que signifie ce système ? on dirait que nos Boches suisses connaissaient d'avance l'arrivée des deux avions et qu'en conséquence on avait enlevé les cartouches aux soldats.[...] il est prouvé que les 5 bombes tombées à Porrentruy sont des bombes allemandes malgré les efforts des autorités militaires pour les attribuer aux Français.[...] A Porrentruy on a sonné le Tocsin et l'indignation est à son comble. »<sup>63</sup>

Ces événements vécus d'une manière particulièrement intense par les habitants du Jura, encore bernois, auront une incidence sur le démantèlement de l'unité nationale. Moralement, la Suisse a aussi ses tranchées.<sup>64</sup>

### Le journal d'Arthur Daucourt, un apport historique ?

Certains diront que le journal d'Arthur Daucourt ne présente aucune information nouvelle. D'autres insisteront sur l'un ou l'autre détail leur étant inconnu. Une source de cette ampleur est toutefois un atout considérable pour l'histoire sociale et régionale. En parcourant le texte du fondateur du Musée jurassien, le lecteur est immergé dans l'univers de la guerre. Rationnement, angoisse du lendemain, solidarité sont des thèmes figurant dans ce journal. L'opinion publique ainsi que les relations entre individus se révèlent

---

<sup>61</sup> Journal d'Arthur Daucourt, IIe vol., 25 novembre 1914, p. 290.

<sup>62</sup> Survols d'avions relevés par l'abbé Daucourt: 14 janvier ; 4 et 26 février ; 20 et 21 juillet ; 7 avril ; 17 septembre et 22 septembre ; etc.

<sup>63</sup> Journal d'Arthur Daucourt, IVe vol., 31 mars 1916, p. 375.

<sup>64</sup> Nicoulin Martin, *op. cit.*, p. 137.

également à travers les textes du journal. Arthur Daucourt est non seulement un homme de lettres mais également un homme d'église, et, par-dessus tout un citoyen. N'étant en rien soumis à la censure, Daucourt peut sans crainte procéder à une analyse critique de la situation telle qu'il l'a ressentie. L'objectif que Daucourt s'était fixé de son vivant a donc été atteint avec succès. Non seulement, il lègue aux générations futures une enrichissante source manuscrite mais son style, sa personnalité et sa passion entraînent le lecteur dans un passé récent.

Un élément d'ordre humain vient pourtant à manquer dans le journal d'Arthur Daucourt : c'est le poids de l'absence des hommes<sup>65</sup> pour les femmes et les familles. En effet, aucune ligne n'est consacrée aux difficultés engendrées par cette absence prolongée. Sans doute par choix, Arthur Daucourt n'a pas jugé pertinent de prendre en compte la réalité sociale dans laquelle il se trouvait lui-même immergé. Dans son esprit, cet aspect est relégué au second plan au profit de la sécurité du pays ainsi que la protection des frontières qui sont les mots d'ordre en temps de guerre.

Amalia MAHON, Université de Fribourg

## Recherche de témoignages sur le conflit jurassien :

Dans le cadre de mon travail de thèse en histoire, à l'Université de Lausanne, sur l'activisme politique et ses actions directes ou violentes, en Suisse, durant la deuxième partie du XX<sup>ème</sup> siècle, je cherche à récolter des témoignages de personnes ayant été actives durant la période du conflit jurassien. Je souhaite pouvoir parler tant avec des personnes ayant soutenu un point de vue autonomiste que anti séparatiste. Les témoignages peuvent se faire sous anonymat.

Vous pouvez me joindre par mail : [carole.villiger@unil.ch](mailto:carole.villiger@unil.ch)

Carole VILLIGER

---

<sup>65</sup> Rais Jean-Louis, *Arthur Daucourt, une vie pour l'Eglise et pour le Jura*, Delémont, FARB, 1999, p. 80.

## Sommaire

---

- 1 *Editorial*, Caroline RUSTERHOLZ
- 2 *Le Jura Bernois, reflet de la mobilisation humanitaire de St-Imier en faveur des victimes de guerre*, Patrick BONDALLAZ
- 11 *Le clergé catholique jurassien au défi de l'entrée dans les Trente Glorieuses (1945-1960)*, Lorenzo PLANZI
- 20 *Les causes des transformations de l'enseignement de l'école d'horlogerie de Saint-Imier, de 1892 à 1918*, Grégoire SIMON-VERMOT
- 22 *Une chronique de la vie quotidienne durant la première guerre mondiale : les journaux d'Arthur Daucourt*, Amalia MAHON
- 27 Appel à témoignages sur le conflit jurassien

## Le bureau du CEH

---

Emma CHATELAIN  
Allée de la Champagne 42  
2502 Biel/Bienne  
emma.chatelain@gmail.com

Clément CREVOISIER  
Rue du Lac 24  
1400 Yverdon-les-Bains  
clement.crevoisier@gmail.com

Philippe HEBEISEN, président  
Allée de la Champagne 42  
2502 Biel/Bienne  
philippe.hebeisen@unine.ch

Christophe KOLLER  
Herzogstr. 25  
3014 Berne  
christophe.koller@idheap.unil.ch

Michaël LIECHTI  
Adelles 40  
2800 Delémont  
liechti.lim@bluewin.ch

Pauline MILANI  
Chemin de la cure 11  
1012 Lausanne  
pauline.milani@gmail.com

Caroline RUSTERHLOZ  
Avenue du Moléson 13  
1700 Fribourg  
caroline.rusterholz@unifr.ch

Matthieu GILLABERT  
Rue Marie-de-Nemours 3  
2000 Neuchâtel.  
matthieu.gillabert@unifr.ch

Le Cercle d'Etudes Historiques publie deux ou trois fois par année une Lettre d'information visant à rendre compte de l'actualité de la recherche historique concernant le Jura. Vous trouverez les anciens numéros ainsi que les consignes de rédaction sur le site [www.sje.ch](http://www.sje.ch). Les Lettres d'information peuvent être commandées au secrétariat de la SJE: 8, rue du Gravier, 2900 Porrentruy, 032 466 92 57, [info@sje.ch](mailto:info@sje.ch)